AHMADINEJAD AVERTIT :

L'Iran «tranchera les mains» à tout agresseur

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a averti hier que ses forces armées «trancheraient les mains» à quiconque oserait attaquer la République islamique, appelant les puissances étrangères à retirer leurs troupes de la région.

«Aucune puissance n'osera développer dans son esprit l'idée d'agresser l'Iran», a lancé M. Ahmadinejad, à l'ouverture d'un défilé militaire annuel.

«Nos forces armées sont prêtes à affronter les forces de l'obscurité. Si quelqu'un veut tirer une balle sur l'Iran, nous lui trancherons les mains, n'importe où dans le monde», a-t-il assuré avant d'ajouter que la capacité militaire de l'Iran était uniquement «défensive». Sur les véhicules militaires étaient accrochés les banderoles ornées des traditionnels slogans «Mort à Israël» et «Mort à l'Amérique».

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu n'a jamais écarté l'option d'une frappe militaire contre l'Iran, insistant sur le fait qu'Israël ne permettrait pas que le régime de Téhéran, qui affirme vouloir rayer l'Etat hébreu de la carte, puisse disposer de l'arme atomique. Le chef de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA), Ali Akbar Salehi, a prévenu pour sa part que les activités nucléaires de l'Iran «ne s'arrêteront pas en cas d'attaque». «Nous avons dit à (l'Agence internationale de l'énergie atomique) avoir mis en place des mesures préventives en installant des armes anti-aériennes» dans les sites concernés, a-t-il déclaré, selon l'agence Isna.

Photo : DR

Ahmadinejad menace les puissances étrangères.

Cette année, l'armée iranienne a fait défiler des systèmes anti-missiles et des missiles Shahab-3 et Sejil, d'une portée proclamée d'environ 2 000 kilomètres. C'était la première apparition du missile Sejil, à deux étages et utilisant du combustible solide, alors qu'une escadrille d'avions de combat Saegheh, de fabrication locale, survolait le parcours. M. Ahmadinejad a également demandé le départ des troupes étrangères de la région, en évoquant la situation en Irak et en Afghanistan. «Je vous conseille de retourner dans vos propres pays et d'utiliser les lourdes dépenses militaires pour régler les problèmes de vos peuples. C'est mieux pour vous», a-t-il lancé.

«Faisant allusion au programme nucléaire controversé iranien, M. Ahmadinejad a assuré que «le monde devait savoir» que l'Iran défendrait «avec force ses droits et son territoire». Le renforcement des capacités militaires de l'Iran, en particulier le développement du programme balistique, inquiète les grandes puissances. M. Ahmadinejad a ensuite quitté Téhéran pour New York, afin de participer à l'Assemblée générale des Nations unies, où il prononce aujourd'hui un discours. L'Iran et le groupe 5+1 (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni, Allemagne) doivent se retrouver le 1er octobre pour parler des propositions iraniennes sur le dossier nucléaire. Téhéran est soupçonné par les puissances occidentales de vouloir acquérir la bombe atomique sous couvert d'un programme nucléaire civil, ce qu'il nie.

Le principal négociateur du nucléaire iranien, Saïd Jalili, a déclaré que l'Iran «entrait dans les négociations avec puissance, logique et initiative», a rapporté la télévision d'Etat. Dans le même temps, l'Iran a souligné sa détermination à poursuivre son programme nucléaire en annonçant la construction d'une nouvelle génération de centrifugeuses. «Nos scientifiques ont fabriqué une nouvelle génération de centrifugeuses et des cascades de 10 centrifugeuses chacune sont actuellement à l'essai», a déclaré le chef de l'OIEA, Ali Akbar Salehi, cité par Isna. Selon lui, ces nouvelles centrifugeuses sont en mesure de multiplier par «plus de cinq» la capacité iranienne à enrichir de l'uranium et Téhéran a pour «objectif de parvenir à décupler» cette capacité.

DIPLOMATIE

Hatoyama présente son projet de communauté asiatique au président chinois

Le nouveau Premier ministre japonais, Yukio Hatoyama, a rencontré pour la première fois le président chinois Hu Jintao à

New York et lui a présenté son projet de communauté asiatique inspiré de l'Union européenne.

M. Hatoyama, qui milite pour un rapprochement du Japon avec son voisin géant, a indiqué à Hu Jintao, lors d'une rencontre avant-hier dans un hôtel en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, qu'il serait enclin à favoriser la création d'une communauté de l'Asie de l'Est pour unifier la région, peut-être avec la mise en place d'une monnaie unique.

«J'ai dit (à Hu Jintao) que je voudrais créer une communauté est-asiatique en surmontant les différends», a déclaré M. Hatoyama à la presse.

Il s'agissait du premier entretien en tête-à-tête de Yukio Hatoyama avec un chef d'Etat, moins d'une semaine après son entrée en fonction à la suite de la victoire de son parti de centre-gauche lors des élections du mois d'août.

La rencontre entre les leaders des deux principales économies asiatiques intervient au moment où les projecteurs sont tournés vers le siège de l'ONU où les chefs d'Etat du monde entier sont réunis pour l'Assemblée générale annuelle des Nations unies et un sommet sur le climat.

HONDURAS

L'armée chasse les pro-Zelaya devant l'ambassade du Brésil

L'armée et la police ont encerclé hier au Honduras l'ambassade du Brésil où se trouve le président déchu Manuel Zelaya et ont chassé plusieurs milliers de ses partisans qui avaient passé la nuit devant l'immeuble malgré le cessez-le-feu, ont constaté des journalistes de l'AFP. Les forces de l'ordre du gouvernement de facto qui a exilé M. Zelaya après un coup d'Etat le 28 juin sont intervenues vers 6h00 locales (12h00 GMT), lançant des grenades lacrymogènes et chassant à coups de matraque les quelque 4 000 partisans du président déchu qui avaient bravé le couvre-feu. «La zone de l'ambassade a été vidée», a déclaré un photographe de l'AFP, Orlando Sierra, depuis l'intérieur des locaux de l'ambassade du Brésil.

Après avoir chassé les manifestants, les militaires honduriens ont installé un dispositif de haut-parleurs en direction de l'ambassade et ont diffusé l'hymne national du Honduras, a déclaré M. Zelaya lui-même à la chaîne de télévision américaine CNN.

Les militaires ont diffusé «des sons stridents pour tenter de rendre fous ceux qui se trouvent à l'intérieur» de l'ambassade, a ajouté M. Zelaya.

Le gouvernement de Robert Micheletti avait décrété le couvre-feu lundi dernier dernier après l'arrivée surprise de M. Zelaya à Tegucigalpa, où il avait été accueilli à l'ambassade du Brésil.

FRANCE

L'assassin de Chapour Bakhtiar demande la liberté conditionnelle

L'avocat d'un Iranien emprisonné en France pour l'assassinat en 1991 près de Paris de l'ancien Premier ministre iranien Chapour Bakhtiar a demandé mi-août la libération conditionnelle et l'expulsion de son client, a-t-il indiqué hier.

Cette demande de libération de l'Iranien Ali Vakili Rad est étrangère à d'éventuelles négociations sur la libération de la Française Clotilde Reiss, accusée d'avoir pris part à des manifestations en Iran et actuellement en liberté surveillée à l'ambassade de France à Téhéran, a cependant souligné l'avocat, Me Sorin Margulis, en réaction à des informations du quotidien *Le Figaro*.

Selon le journal, la question du renvoi dans son pays de l'assassin de Chapour Bakhtiar, condamné en 1994 à la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une période de sûreté de 18 ans, aurait été évoquée entre Paris et Téhéran dans le but d'accélérer le retour de Clotilde Reiss en France. Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, aurait reçu il y a quelques jours une demande d'expulsion en urgence d'Ali Vakili Rad, selon la même source. «Je ne mène qu'une mission judiciaire et technique. Je ne suis informé de rien d'autre et déplore l'agitation autour de mon client», a affirmé Me Margulis à l'AFP. L'avocat a indiqué avoir obtenu le 2 juillet la fin anticipée de la période de sûreté — qui rendait impossible toute libération conditionnelle — en raison de l'attitude «exemplaire» de son client en prison. Il a souligné que l'éventuelle libération de son client relevait de l'avis d'une commission pluridisciplinaire, pas attendue avant fin 2009/début 2010, puis d'un jugement du tribunal d'application des peines.

De son côté, le ministère de la Justice a indiqué n'avoir «absolument aucune information» tant sur le cas de Clotilde Reiss que sur la demande de libération conditionnelle d'Ali Vakili Rad.

Le ministère des Affaires étrangères, interrogé, n'a fait aucun commentaire à ce sujet. Clotilde Reiss «est innocente, nous attendons qu'elle soit autorisée à rentrer en France le plus rapidement possible,» a déclaré la porte-parole adjointe, Christine Fages.

NUCLÉAIRE

Pékin réaffirme son opposition à la prolifération des armes nucléaires dans le monde

La Chine a réaffirmé hier son opposition à la prolifération des armes nucléaires dans le monde, sous toutes ses formes, a-t-on indiqué de source officielle à Pékin. Lors d'une conférence de presse, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Jiang Yu, a rappelé que son pays s'était toujours engagé à lutter contre la prolifération des armes nucléaires dans le monde. M. Yu a tenu ses propos en réagissant à une question concernant des informations rapportées par des médias, selon lesquelles le Pakistan fournissait des technologies nucléaires à la Chine. A ce propos, le diplomate chinois a tenu à préciser que son pays entant que membre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), avait toujours strictement respecté son obligation internationale sur la question de la non-prolifération. Approuvé par l'assemblée générale des Nations unies le 12 juin 1968, le TNP a été ouvert à la signature le 1er juillet 1968, et est entré en vigueur le 5 mars 1970 avant d'être adopté jusqu'à présent par 190 pays. Ce traité a pour objectif d'assurer le contrôle international du respect des engagements pris par les pays signataires en matière de non-prolifération de l'arme et des technologies nucléaires.